



Pourquoi s'étonner que Poutine ait écouté Erdogan et «se soit retiré» d'Idlib?

Par [Andrew Korybko](#)

Mondialisation.ca, 12 mars 2020

[One World](#) 1 mars 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),
[Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

L'ensemble des sources dignes de foi indiquent que les forces armées turques [Turkish Armed Forces - TAF] font subir à l'armée arabe syrienne [Syrian Arab Army - SAA] un pilonnage sans précédent, après que le président Poutine semble avoir écouté la demande du président Erdogan en date d'hier de « se retirer » d'Idlib, afin que les deux pays voisins puissent en fin de compte s'affronter face à face, mais nul ne devrait s'en offusquer : il était évident depuis longtemps que Moscou n'allait pas entrer en guerre contre Ankara pour Damas, et ce d'autant moins que la République arabe a déjà accordé à la grande puissance eurasiatique tout ce qu'elle voulait dans le pays, en échange de sauver la capitale, Damas, de Daesh.

La ridicule réalité alternative des médias alternatifs

La [communauté des médias alternatifs](#) s'offusque de ce que le président Poutine semble avoir écouté le président Erdogan, et s'est « *retiré* » d'Idlib à la demande du président turc dans la journée d'hier, afin que la Turquie puisse en fin de compte affronter frontalement la Syrie ; les rapports dignes de foi, [tel celui du journaliste syrien Danny Makki](#), indiquent que les forces armées turques ont fait subir à l'armée arabe syrienne un pilonnage sans précédent au cours des dernières 24 heures. La fausse attente, propagée au cours des deux années passées par un réseau influent de « *doux rêveurs* », était que la Russie pourrait entrer en guerre contre la Turquie en défense de la Syrie si les choses devaient en arriver là, en dépit du fait qu'elle avait déjà renoncé à ce dangereux scénario lors du funeste incident du Sukhoi de 2015. On peut expliquer pour partie cette illusion collective par la caricature que ces « *fabricants de perception* » ont établi du président Poutine comme un soi-disant gros dur fanatiquement anti-occidental, qui aurait décidé de laisser mourir un nombre incalculable de ses concitoyens pour la simple idée de la « *justice* », considérée par eux comme étant mise en œuvre par une élimination par la force de l'armée d'Ankara des territoires de la République arabe (parmi d'autres objectifs), en dépit du fait que les trois pays précités, ainsi que Téhéran, ont légitimé leur présence en Syrie depuis le premier accord d'Astana, en janvier 2017.



Un opportun rappel à la réalité

Pour risible que la description sus-mentionnée de la mentalité de ces gens puisse supposément paraître aux yeux de la majorité des lecteurs du présent auteur, le fait inconfortable reste qu'une masse critique de gens sur les réseaux sociaux ont adhéré à ce dogme, et continuent de s'y accrocher en dépit des preuves écrasantes indiquant son invalidité. Le présent auteur a expliqué bien plus calmement la stratégie régionale de la Russie dans son analyse du mois dernier : « [la place du Moyen-Orient dans le grand partenariat eurasiatique de la Russie](#) », suivant son article de début janvier qui s'intéressait à comment « [le dernier sommet Poutine-Erdogan synchronise leur stratégie régionale](#) ». Le même auteur avait observé il y a deux semaines que « [Le partenariat russo-turc reste fort en dépit de la libération totale d'Alep](#) », avançant dans ces trois articles que les intérêts plus larges partagés par la Russie avec la Turquie éclipsent les plus petits qui peuvent diverger en Syrie, ce qui crée une situation dans laquelle les deux grandes puissances n'ont qu'un très faible risque d'entrer en conflit entre elles pour ce troisième pays, malgré la présence de leurs armées respectives sur son terrain et le soutien respectif de leurs gouvernements pour les deux parties adverses dans ce conflit. Néanmoins, la communauté des médias alternatifs a dans l'ensemble interprété « *avec illusions* » le désaccord naturel que les deux parties peuvent avoir de temps à autre comme une « *preuve* » qu'une « *querelle* » était « *imminente* ».

La Syrie a déjà répondu à toute la liste de vœux de la Russie

Beaucoup de choses peuvent toujours se produire du fait du « *brouillard de guerre* » et de l'impact imprévisible d'acteurs non-étatiques, comme ceux qui se sont rendus responsables de [l'incident du week-end dernier](#) avec Sputnik Turquie, mais il reste extrêmement peu probable que la Russie et la Turquie puissent entrer en guerre l'une contre l'autre du fait de la situation en Syrie, surtout au vu du fait que la République arabe a d'ores-et-déjà accordé à Moscou tout ce que cette dernière voulait du pays, et n'a donc plus rien à proposer en échange d'un soutien accru. La Syrie a accordé à la Russie [les droits exclusifs](#) de produire du pétrole et du gaz dans le pays depuis février 2018, et Moscou [contrôle également](#) le port stratégique de Tartus. En outre, la grande puissance eurasiatique dispose à présent du nombre idéal de bases militaires en Syrie, aux endroits qui lui conviennent le mieux, et « [la](#)

[Russie refaçonne l' «État profond» syrien à sa propre image](#)« dans le cadre de sa stratégie de réduction graduelle de l'influence iranienne sur cette institution de l'ombre. Ce dernier objectif est poursuivi du fait de l'évaluation indépendante menée par les gouvernants russes de ce qui constitue leurs intérêts nationaux, mais, chose intéressante, recouvre l'objectif de leur allié officieux « israélien » ; l'auteur a déjà expliqué cela dans plusieurs analyses, comme celles parues sous les titres : « [La stratégie moyen-orientale de la Russie : « Équilibrage » contre « Trahison »?](#)« et « [Les limites à la coopération russo-« israélienne » en Syrie se résument à peu de choses](#)« .

« Israël » + Turquie > Syrie (selon les calculs russes)

Une chose invariante à ne jamais oublier est que la Russie n'a choisi d'intervenir militairement en Syrie que pour empêcher Damas de tomber aux mains de Daesh, et éliminer les terroristes dormants anti-russes du Caucase et d'Asie centrale qui s'entraînaient en Syrie avec ce groupe. La Russie n'a jamais eu une quelconque intention de protéger l'Armée arabe syrienne, et encore moins les frontières internationalement reconnues de la République arabe syrienne de la part d'attaques des forces conventionnelles d'« Israël » ou de la Turquie. Au contraire, malgré sa rhétorique intermittente proférée quand l'un ou l'autre de ses deux partenaires stratégiques *de facto* mènent une attaque faisant l'objet d'une couverture mondiale, la Russie ne mène jamais aucune action concrète pour y mettre fin, ni ne menace de manière crédible d'imposer des coûts significatifs à l'un ou l'autre d'entre eux pour leur faire reconsidérer leurs actions. On peut citer comme cas d'espèce le fait que l'Armée arabe syrienne n'a toujours pas fait usage des tant médiatisés missiles S-300 contre l'un ou l'autre des avions de guerre des deux acteurs sus-mentionnés ; de quoi poser l'hypothèse convaincante que la Russie lui a interdit de les utiliser, chose que le présent auteur supposait déjà dans son article : « [L'heure est venue de parler des S-300, des « Symboles de statut », et du « complexe du sauveur](#)« ». En termes simples, la Russie a déjà obtenu tout ce qu'elle voulait de la part de la Syrie, et elle s'occupe bien plus de fidéliser « Israël » ainsi que la Turquie, en facilitant la réalisation de leurs objectifs stratégiques dans la République arabe.

« Équilibrage », et pas « Trahison »

Le lecteur pourrait en arriver ici à la conclusion qui serait que la Russie a « liquidé » la Syrie, mais une fois de plus, et pour rappeler l'article déjà cité du même auteur « *La stratégie moyen-orientale de la Russie : « équilibrage » ou « trahison »?* », il s'agit là d'une affirmation incorrecte, car Moscou n'a jamais fait le serment de mettre les vies de ses soldats en jeu pour protéger l'armée arabe syrienne, ou l'intégrité territoriale de la Syrie. Tout ce que ciblait l'armée de l'air de la Russie était de préserver Damas des griffes de Daesh, et d'éliminer les menaces terroristes latentes. Le premier de ces objectifs constituait à l'époque un objectif si urgent pour les dirigeants de la République arabe qu'ils s'étaient empressés d'accorder à Moscou tout ce que cette dernière avait pu demander en matière militaire ou économique. La Russie n'a jamais eu le sentiment d'avoir quelque « dette » envers la Syrie pour cela, estimant en avoir déjà payé les coûts sous forme de soutien militaire, financé par le contribuable, et par le sang versé par ses soldats : c'est ainsi que la Russie n'a pas estimé utile d'aider son partenaire lors de sa crise pétrolière dévastatrice de l'an dernier, comme l'auteur l'avait expliqué dans son article, qui posait la question rhétorique : « [pourquoi la Russie, gavée de pétrole, n'aide-t-elle pas son « alliée » syrienne à survivre à la crise pétrolière?](#)« La Russie a été invitée par la Syrie à mener le processus de paix vers une solution politique au conflit, mais lorsque qu'elle dévoila un « *brouillon de constitution* » rédigé par des mains russes en janvier 2017, ce document resta ignoré.

Chaos « constitutionnel »

Ce moment fut crucial dans la relation russo-syrienne. La Russie fut terriblement offensée que ses efforts poussés en vue de négocier un « *compromis* » à la crise restent inappréciés, et la Syrie ne parvint pas à croire que son « *alliée* » pouvait traiter ses ennemis « *rebelle*s » sur un pied d'égalité avec le gouvernement démocratiquement élu et légitime, en partageant avec eux tous le « *brouillon de constitution* » en même temps, sans parler des « *suggestions* » plus controversées que l'auteur avait analysées dans son article de l'époque sous le titre : « [Syrie : creuser les détails du « brouillon de constitution » rédigé par les Russes](#) ». La confiance indiscutable qui avait jusqu'alors marqué leurs relations bilatérales ne pouvait dès lors plus jamais être restaurée au même niveau qu'auparavant, chacune des parties commençant à diverger fortement quant à leurs visions respectives de la fin de la guerre. La Russie, réalisant qu'elle pouvait capitaliser sur sa position comme faiseuse de roi en Syrie, afin d'« *équilibrer* » le Moyen-Orient au début du retrait stratégique étasunien, et ainsi construire avec confiance [l'ordre mondial multipolaire en émergence](#) qu'elle envisage, avait insisté pour que la Syrie accepte un « *compromis* », cependant que Damas avait maintenu avec constance qu'elle ne mettrait fin à la guerre que selon ses propres termes. Mais la dernière offensive de l'Armée arabe syrienne à Idlib pourrait avoir constitué la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

« *Se retirer* » pour « *donner une leçon à la Syrie* » ?

Peskov, le porte-parole du président Poutine, s'est mis à [tergiverser](#) lorsqu'on lui a demandé de répondre à la demande du président Erdogan à Poutine de « *se retirer* » afin que la TAF puisse affronter la SAA frontalement, répétant le refrain selon lequel « *la Russie est le seul pays ayant déployé des soldats en Syrie dans un cadre légal et à la demande du gouvernement syrien légitime* », et rappelant à chacun l'engagement de son pays à vaincre les terroristes qui prennent régulièrement pour cible sa base militaire avoisinant la « *zone de désescalade* » d'Idlib sous contrôle turc. Mais il ne réfuta pas les affirmations crédibles, telle celle citée par Danny Makki, le journaliste syrien qui a avancé que la Russie avait à toutes fins utiles souscrit aux demandes de la Turquie, pour ses raisons propres, amenant tout un chacun à s'interroger si elle a ainsi agi pour amener son homologue à « *donner une leçon à la Syrie* ». Il y a plus d'une semaine, l'auteur avait posé la question : « [Assad est-il en train d'attirer un Saakashvili au Nord-Ouest de la Syrie?](#) », concluant que tel n'était pas le cas pour le moment, mais émettant l'avertissement : tout ce qu'il pourrait faire en vue d'amener la Russie dans une guerre conventionnelle contre la Turquie pourrait se révéler très mauvais pour lui ; c'est peut-être bien ce qui s'est produit la semaine dernière, au cours de laquelle l'armée arabe syrienne a tué 33 soldats turcs à Idlib. Après la promesse de revanches turque, la Russie a évidemment décidé de « *se retirer* » et de rester en dehors de ce qui suivra.

Conclusions

La machine de guerre turque frappe à grands coups en Syrie du Nord-Ouest, et l'armée arabe syrienne semble quasiment impuissante à l'en empêcher sans soutien russe, dont on n'a pas vu le moindre augure jusqu'ici : Moscou ne voit aucune raison de risquer la vie de ses soldats après que le président Assad pourrait avoir essayé d'« *attirer un Saakashvili* » à Idlib en fin de semaine dernière, en essayant d'attirer la Russie dans une guerre conventionnelle contre la Turquie. Cela étant dit, la Russie doit également avoir des « *lignes rouges* » non exprimées, qu'elle aura sans doute communiquées à la Turquie avant le début de ce qu'Ankara appelle « [Opération bouclier de printemps](#) ». Cela signifie que Moscou

pourrait se voir contrainte d'agir si son homologue les franchit dans la poursuite de sa contre-offensive contre la SAA. Le « *brouillard de guerre* » est si dense que n'importe quoi peut se produire, mais l'auteur a fait de son mieux pour expliquer les deniers développements de ces tous derniers jours, qui ont laissé de nombreux membres de la communauté des médias alternatifs en état de stupeur, voire de dissonance cognitive. Il est donc extrêmement difficile de prédire comment la situation pourrait finir, mais l'armée arabe syrienne pourrait finir affaiblie au point tel que Damas ferait tout ce que lui dirait Moscou pour faire cesser la « *punition* » turque, ce qui mettrait rapidement fin à la guerre au travers d'un règlement de « *compromis* », mais qui ne serait pas du goût des patriotes syriens.

Andrew Korybko

Article original en anglais : [Why's Anyone Shocked That Putin Listened To Erdogan And 'Stepped Aside' In Idlib?](#), One World, le 1er mars 2020.

Traduit par José Martí, relu par Kira pour [le Saker Francophone](#)

Andrew Korybko est un analyste politique américain, établi à Moscou, spécialisé dans les relations entre la stratégie étasunienne en Afrique et en Eurasie, les nouvelles Routes de la soie chinoises, et la [Guerre hybride](#).

La source originale de cet article est [One World](#)
Copyright © [Andrew Korybko](#), [One World](#), 2020

Articles Par : [Andrew Korybko](#)

A propos :

Andrew Korybko est le commentateur politique étasunien qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie *Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime*(2015).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca